



Conseil économique et social

Distr. générale
27 octobre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de l'Iraq*

1. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a examiné le quatrième rapport périodique de l'Iraq sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/IRQ/4) à ses 62^e et 63^e séances, tenues les 29 et 30 septembre 2015 (voir E/C.12/2015/SR.62 et 63), et a adopté à sa 78^e séance, tenue le 9 octobre 2015, les observations finales ci-après.

A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction le quatrième rapport périodique soumis par l'État partie, ainsi que les renseignements supplémentaires qu'il a fournis dans ses réponses à la liste de points (E/C.12/IRQ/Q/4/Add.1) et les réponses orales fournies par la délégation.

B. Aspects positifs

3. Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme suivants, ou son adhésion à ces instruments :

- a) Convention relative aux droits des personnes handicapées, en 2013 ;
- b) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en juillet 2011 ;
- c) Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, en novembre 2010 ;
- d) Les Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, en 2008.

4. Le Comité prend note avec satisfaction de l'adoption par l'État partie des mesures législatives et mesures de politique générale suivantes :

- a) La loi n° 28 (2012) sur la lutte contre la traite des êtres humains ;

* Adoptées par le Comité à sa cinquante-sixième session (21 septembre-9 octobre 2015).



- b) La loi n° 8 (2011) sur la violence au foyer dans la région du Kurdistan ;
- c) La loi n° 53 de 2008 portant création de la Haute Commission des droits de l'homme et de la loi n° 4 de 2010 portant création du Conseil indépendant des droits de l'homme de la région du Kurdistan ;
- d) Le plan national de développement (2013-2017) ;
- e) La Stratégie d'amélioration de l'accès à une éducation de qualité dans la région du Kurdistan (2013-2018) ;
- f) La Stratégie nationale d'élimination de l'analphabétisme en Iraq (2011-2015) ;
- g) La Stratégie de réduction de la pauvreté (2010-2014).

C. Observations liminaires

5. Le Comité est pleinement conscient de la persistance du conflit armé dans l'État partie, en particulier entre les forces armées irakiennes et le groupe terroriste autoproclamé « État islamique d'Iraq et du Levant » (EIL). Il reconnaît que le conflit armé entrave le contrôle effectif de l'État partie sur certaines parties de son territoire et que, par conséquent, l'État partie est incapable d'assurer la pleine mise en œuvre des droits énoncés dans le Pacte sur l'ensemble de son territoire. Il rappelle néanmoins à l'État partie que les obligations relatives aux droits de l'homme sont de nature continue et que c'est à l'État qu'il incombe au premier chef de protéger toutes les personnes se trouvant sur son territoire sans aucune discrimination. À cette fin, l'État partie doit s'efforcer autant que possible de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du Pacte, en recourant à toutes les mesures compatibles avec le droit international.

6. Le Comité rappelle que ses observations finales précédentes remontent à 1997. Tout en notant que des mesures législatives et de politique générale ont été prises au cours de la période considérée, il regrette le manque d'informations sur la mise en œuvre effective de la plupart d'entre elles, ainsi que sur les progrès réalisés et les obstacles qui perdurent à cet égard. Il constate en outre que les statistiques fournies sont insuffisantes et fragmentées, qu'elles ne couvrent qu'une période limitée (principalement entre 2008 et 2010) et qu'elles ne permettent pas d'évaluer avec précision la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels dans l'État partie.

D. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

Application du Pacte au niveau national

7. Le Comité constate avec préoccupation que les dispositions du Pacte n'ont pas été pleinement transposées dans l'ordre juridique de l'État partie et qu'elles ne sont guère invoquées devant les tribunaux nationaux ou, quand elles le sont, ne sont appliquées que très rarement.

8. **Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour transposer pleinement les dispositions du Protocole facultatif dans la législation nationale. Il lui recommande aussi de faire mieux connaître les droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte et le fait que ces droits peuvent être invoqués en justice, en particulier parmi les magistrats, des avocats, des forces de l'ordre et d'autres agents de l'État ainsi que parmi les titulaires des droits. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur son observation générale n° 9 (1998) relative à l'application du Pacte au niveau national.**

Indépendance du pouvoir judiciaire

9. Le Comité est préoccupé par l'absence de garanties institutionnelles de l'indépendance du pouvoir judiciaire, qui peut avoir une incidence négative sur son rôle dans la sauvegarde des droits de l'homme.

10. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures efficaces pour assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire, en tant que garant du respect des droits de l'homme, notamment des droits économiques, sociaux et culturels.

Corruption

11. Le Comité prend note des diverses mesures prises pour lutter contre la corruption, notamment l'adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption (2010-2014) et de la loi anticorruption, ainsi que la création en 2008 de la Commission de lutte contre la corruption. Il demeure néanmoins préoccupé par la corruption généralisée qui sévit dans l'État partie et qui a des effets néfastes sur l'exercice effectif des droits énoncés dans le Pacte.

12. Le Comité recommande à l'État partie de s'attaquer en priorité aux causes profondes de la corruption et de mettre effectivement en œuvre toutes les stratégies et les mesures législatives adoptées dans ce domaine afin de : a) combattre efficacement la corruption et l'impunité qui y est associée ; et b) garantir la transparence dans la conduite des affaires publiques, en droit et dans la pratique. L'État partie devrait aussi garantir la protection des droits de l'homme des personnes qui sont impliquées dans des activités de lutte contre la corruption, en particulier les victimes, les lanceurs d'alerte, les témoins et leurs avocats, et veiller à ce que les victimes soient dûment informées de leur droit de dénoncer la corruption devant les organes de lutte contre la corruption.

Litiges fonciers dans la région du Kurdistan

13. Le Comité est préoccupé par la persistance des différends fonciers opposant des Assyriens et le gouvernement régional du Kurdistan, et par le fait que des terres appartenant à des Assyriens sont souvent expropriées à des fins d'investissement. Il constate aussi avec préoccupation que les décisions de justice ordonnant la restitution de ces terres ne sont pas systématiquement appliquées.

14. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures pour résoudre les différends fonciers entre les Assyriens et le gouvernement régional du Kurdistan, et de mettre un terme à l'expropriation illégale de terres appartenant à des Assyriens sans indemnisation ni logement de remplacement. Il lui demande aussi de veiller à ce que les décisions de justice ordonnant la restitution des terres aux Assyriens soient appliquées. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur son observation générale n° 7 (1997) relative aux expulsions forcées.

Utilisation au maximum des ressources disponibles

15. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des ressources allouées aux secteurs clefs visés par le Pacte, notamment la protection sociale, la santé et l'éducation (art. 2 1)).

16. Le Comité recommande à l'État partie d'augmenter progressivement les dépenses publiques consacrées à la sécurité sociale, à la santé et à l'éducation, de façon à assurer la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte. Il lui recommande aussi de prendre des dispositions pour s'assurer que les mesures d'austérité mises en place en 2015 et celles envisagées pour l'avenir ne privent pas les personnes et les groupes

défavorisés et marginalisés de l'exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels. À cet égard, le Comité renvoie l'État partie à la lettre concernant les mesures d'austérité que son président a envoyée à tous les États parties au Pacte le 16 mai 2012.

Institution nationale de défense des droits de l'homme

17. Le Comité se félicite de la création de la Haute Commission iraquienne des droits de l'homme, conformément à la loi n° 53/2008, mais il constate avec préoccupation que la nomination d'un président a pris du retard et que les ressources financières allouées à cette commission indépendante sont si limitées qu'elle ne pourra pas s'acquitter pleinement de son mandat, notamment en ce qui concerne la réception et le traitement de plaintes émanant de victimes de violations présumées des droits de l'homme.

18. **Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la Haute Commission iraquienne des droits de l'homme soit pleinement conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), notamment en nommant un président sans plus tarder. Il lui recommande aussi de renforcer les ressources humaines et financières qui ont été allouées à la Commission pour lui permettre de remplir sa mission efficacement et en toute indépendance.**

Non-discrimination

19. Le Comité prend note du fait que la Constitution de l'État partie interdit la discrimination fondée sur certains motifs, mais se dit préoccupé par l'absence dans l'ordre juridique interne de l'État partie d'une loi générale contre la discrimination, conformément à l'article 2 du Pacte. Le Comité est en outre préoccupé par le fait que les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexués soient particulièrement exposés à la discrimination (art. 2).

20. **Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'adopter une loi générale contre la discrimination, qui soit pleinement conforme à l'article 2 du Pacte et qui couvre la discrimination non seulement directe, mais aussi indirecte. Il recommande aussi à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexués puissent jouir pleinement de leurs droits économiques, sociaux et culturels, sans discrimination. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur son observation générale n° 20 (2009) relative à la non-discrimination dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, y compris l'orientation sexuelle et l'identité de genre.**

Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays

21. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie a accueilli plus de 270 000 réfugiés et demandeurs d'asile sur son territoire. Toutefois, il constate avec préoccupation que le cadre juridique pour la protection des réfugiés est inadéquat, que l'adoption du nouveau projet de loi sur les réfugiés a pris du retard et que les pratiques discriminatoires signalées en matière de protection des réfugiés persistent, notamment dans les domaines de la protection sociale, du logement, de la santé et de l'éducation (art. 2 2)).

22. **Le Comité recommande à l'État partie d'adhérer à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967 s'y rapportant, et d'accélérer l'adoption du projet de loi sur les réfugiés afin que les réfugiés et les demandeurs d'asile puissent exercer leurs droits en matière de protection sociale, de logement, de santé et d'éducation, indépendamment de leur nationalité, origine ethnique, religion et du lieu où ils ont trouvé refuge.**

23. Le Comité est préoccupé par le fait que, malgré l'adoption de politiques et de programmes en faveur des déplacés dans l'État partie, dont le nombre est estimé à 3,2 millions, nombre d'entre eux continuent de se heurter à d'importants obstacles dans l'accès au logement, aux services de santé et d'éducation et aux services sociaux de base. Le Comité constate en outre avec préoccupation que les efforts limités visant à faciliter le retour volontaire leurs foyers des déplacés dans des conditions de sécurité dans n'aient pas donné de résultats significatifs (art. 2 2)).

24. **Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour garantir les droits fondamentaux des déplacés, notamment par la mise en œuvre effective des politiques et des programmes de déplacement existants. L'État partie devrait aussi faire en sorte que tous les déplacés reçoivent les aides de l'État, et entreprendre d'autres programmes d'aide visant à rendre leur situation moins précaire. Le Comité appelle en outre l'État partie à faciliter le retour et l'intégration locale des déplacés dans les régions libérées par les forces armées irakiennes, et à veiller à ce qu'ils aient accès aux services de base.**

Discrimination à l'égard des minorités ethniques et religieuses

25. Le Comité est préoccupé par :

- a) La discrimination persistante dont font l'objet les groupes minoritaires ;
- b) L'émergence d'un mouvement d'insurrection confessionnelle dans l'État partie depuis 2003, phénomène qui a entraîné une recrudescence des attaques contre les groupes minoritaires, et l'impunité dont jouissent souvent les responsables de telles attaques ;
- c) Le fait que l'État partie n'a pas adopté une loi donnant effet à l'article 125 de la Constitution, qui garantit les droits administratifs, politiques, culturels et éducatifs de différents groupes, et le retard enregistré dans l'adoption du projet de loi sur la protection des droits des minorités religieuses et ethniques ;
- d) Les attaques dirigées contre des groupes minoritaires par l'EIL et des groupes armés affiliés, en particulier le risque de génocide auquel font face les Yézidis (art. 2 2)).

26. **Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour promouvoir la réconciliation nationale entre tous les groupes ethniques et religieux, en la plaçant parmi ses premières priorités. À cette fin, l'État partie devrait :**

- a) Adopter et mettre en œuvre des mesures législatives, politiques et de sensibilisation ;
- b) Redoubler d'efforts pour prévenir les actes de discrimination à l'égard des groupes ethniques et religieux, traduire les auteurs de tels actes en justice et indemniser les victimes ;
- c) Accélérer le processus d'adoption de la loi donnant effet à l'article 125 de la Constitution et l'adoption du projet de loi sur la protection des droits des minorités religieuses et ethniques ;
- d) Intensifier ses efforts pour protéger les groupes et les personnes qui sont particulièrement exposés aux attaques de l'EIL et des groupes armés affiliés, y compris en prenant des mesures efficaces pour en traduire les auteurs en justice et indemniser les victimes.

Égalité hommes-femmes

27. Le Comité est préoccupé par la lenteur des réformes législatives en matière d'égalité hommes-femmes et le maintien de dispositions qui établissent une discrimination fondée sur le sexe, notamment dans la loi sur la nationalité et le Code pénal de l'État partie.

28. Le Comité recommande à l'État partie d'accélérer sa réforme législative en vue d'abroger toutes les dispositions établissant une discrimination fondée sur le sexe qui figurent encore dans sa législation.

29. Le Comité est préoccupé par la faible représentation des femmes dans la vie politique et les postes à hautes responsabilités, ainsi que par leur faible participation au marché du travail. De plus, le Comité constate avec préoccupation que la participation politique des femmes est en outre menacée par l'augmentation des assassinats ciblés commis par l'EIL et des groupes armés affiliés contre des femmes politiques, des journalistes et des femmes actives (art. 3).

30. Le Comité demande instamment à l'État partie de prendre des mesures efficaces pour promouvoir une culture favorisant l'égalité des sexes en matière de jouissance des droits. À cette fin, il recommande à l'État partie de prendre des mesures efficaces pour accroître la représentation des femmes dans la vie politique, l'administration publique et les postes à hautes responsabilités, notamment par l'application de mesures temporaires spéciales, et d'accroître la participation des femmes au marché du travail.

Droit au travail

31. Le Comité constate avec préoccupation la montée du chômage, le nombre anormalement élevé de Roms et de Noirs irakiens parmi les chômeurs et le fait que les déplacés se heurtent à de graves difficultés lorsqu'ils cherchent un travail régulier. Le Comité s'inquiète aussi de l'absence de statistiques ventilées sur l'emploi, notamment en ce qui concerne les personnes handicapées (art. 6).

32. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts en vue de mettre efficacement en œuvre sa politique de l'emploi et de créer des emplois, en particulier en faveur des personnes et des groupes défavorisés et marginalisés. Le Comité engage aussi l'État partie à redoubler d'efforts pour faire en sorte que les quotas d'embauche des personnes handicapées soient effectivement atteints aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, conformément à la loi n° 38 de 2013. En outre, il prie l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique des statistiques ventilées sur l'étendue du chômage.

Conditions de travail justes et favorables

33. Le Comité prend note de l'augmentation en 2013 du salaire minimum pour les travailleurs non qualifiés à 150 000 dinars irakiens (l'équivalent de 123 dollars des États-Unis), mais regrette que l'État partie n'ait pas indiqué si ce salaire permet aux travailleurs et aux membres de leur famille d'avoir une vie décente, ainsi que le manque d'informations sur le niveau de rémunération des travailleurs qualifiés. Le Comité est également préoccupé par le maintien de dispositions juridiques comportant l'obligation de travailler pour les personnes condamnées à des peines de prison pour avoir commis certaines infractions (art. 7).

34. Le Comité recommande à l'État partie de faire en sorte que le salaire minimum soit progressivement indexé sur le coût de la vie pour que tous les travailleurs et les membres de leur famille puissent avoir une vie décente. Le Comité recommande

également à l'État partie d'abroger toute disposition de loi comportant une obligation de travail forcé, quel que soit le contexte.

Droits syndicaux

35. Le Comité prend note des informations fournies par la délégation sur l'introduction de dispositions dans la nouvelle loi sur le travail (juillet 2015) qui reconnaissent les droits syndicaux. Il demeure toutefois préoccupé par l'absence d'informations concernant la levée des restrictions qui s'appliquaient au droit syndical, en particulier aux travailleurs des compagnies pétrolières (art. 8).

36. **Le Comité recommande à l'État partie de fournir des renseignements détaillés dans son prochain rapport périodique sur la mesure dans laquelle les travailleurs jouissent effectivement des droits énoncés à l'article 8 du Pacte. Il lui recommande aussi d'envisager d'adhérer à la Convention n° 87 (1948) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.**

Droit à la sécurité sociale

37. Le Comité regrette que l'État partie n'ait fourni aucune information sur la mise en œuvre du droit à la sécurité sociale. Il note avec préoccupation les retards pris dans l'adoption du projet de loi sur les retraites et la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que l'augmentation du nombre de personnes dépendant des prestations de la sécurité sociale à la suite d'attentats terroristes et l'insuffisance du montant des pensions. Il constate aussi avec préoccupation que l'âge de départ à la retraite n'est pas le même pour les femmes et les hommes (art. 9).

38. **Le Comité recommande à l'État partie d'accélérer l'adoption du projet de loi sur les retraites et la sécurité sociale des travailleurs, qui devrait garantir des prestations de sécurité sociale, notamment des retraites, assurant un niveau de vie suffisant aux bénéficiaires et aux membres de leur famille, et un même âge de départ à la retraite pour les hommes et les femmes. Le Comité encourage en outre l'État partie à songer à établir un socle de protection sociale, comme une première étape vers la mise en place d'un système global de sécurité sociale, conformément à la recommandation n° 202 (2012) de l'OIT sur les socles de protection sociale et la déclaration du Comité sur les socles de protection sociale adoptée le 6 mars 2015 (E/C.12/2015/1), et de faire figurer dans son prochain rapport des informations à jour.**

Violence sexiste

39. Le Comité est préoccupé par le nombre élevé des cas de violence sexiste dans l'État partie. Le Comité prend note de l'existence d'une loi sur la violence au foyer, même si elle concerne uniquement la région du Kurdistan, et des informations fournies par la délégation sur l'existence de foyers d'accueil pour les victimes de violence dans le centre et le sud de l'Iraq, gérés par l'Organisation pour la liberté des femmes en Iraq, mais constate avec préoccupation que leur nombre demeure insuffisant, qu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes et que les femmes victimes de violences ignorent très souvent où ils sont situés et les procédures à suivre pour y avoir accès. Le Comité est en outre préoccupé par le maintien d'une disposition du Code pénal qui permet aux violeurs d'échapper à toute sanction s'ils épousent leur victime, ainsi que d'autres dispositions qui permettent d'atténuer les peines prévues pour les actes de violence commis contre les filles et les femmes au nom de « l'honneur de la famille ». D'autre part, le Comité est préoccupé par le fait que les femmes et les filles libérées des griffes de l'EIL ne reçoivent que très peu de soutien s'agissant de traitement et de réadaptation, et qu'elles peuvent être victimes de violences tribales après leur libération (art. 10).

40. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour combattre et prévenir tous les actes de violence. À cette fin, le Comité recommande à l'État partie :

a) D'enquêter avec efficacité et diligence sur tous ces actes, d'en traduire les auteurs devant la justice, de les punir en cas de condamnation et d'indemniser les victimes ;

b) D'intensifier ses efforts pour fournir un soutien et des services d'aide aux victimes de violence, notamment en créant des foyers d'accueil dotés de ressources suffisantes dans toutes les régions du pays et en donnant les moyens à la société civile pour qu'elle continue à fournir des structures d'accueil et des services connexes, y compris des campagnes de sensibilisation et d'information ;

c) D'accélérer l'adoption du projet de loi sur la violence au foyer par les autorités fédérales, et de mettre en œuvre efficacement la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes ;

d) D'abroger certaines dispositions du Code pénal, notamment les articles 128, 130, 131, 398 et 409, en vue d'appliquer le principe de la tolérance zéro en matière de violence sexiste ;

e) De redoubler d'efforts pour protéger toutes les personnes, en particulier les femmes et les filles, des attaques de l'EIIL et des groupes armés associés ;

f) De prendre des mesures spécifiques pour fournir des services de soutien psychologique et d'autres services de réadaptation nécessaires aux femmes et aux filles libérées des griffes de l'EIIL, et de veiller à ce qu'elles ne soient pas soumises à des violences tribales.

Pratiques néfastes : mariages précoces, mariages temporaires et mariages forcés

41. Le Comité est préoccupé par la recrudescence des mariages précoces, des mariages temporaires et des mariages forcés dans l'État partie (art. 10).

42. Le Comité engage l'État partie à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la progression des pratiques néfastes contre les filles et les femmes, notamment le mariage précoce, le mariage temporaire et le mariage forcé. L'État partie devrait, entre autres, veiller au strict respect de la disposition de loi qui fixe à 18 ans l'âge minimum du mariage pour les deux sexes, prévoir des peines dissuasives pour les mariages forcés et mener de vastes campagnes d'éducation sur les effets néfastes de ces pratiques.

Protection de l'enfance

43. Le Comité se dit préoccupé par le nombre élevé d'enfants ayant perdu leurs parents, dont beaucoup vivent dans la rue (500 000 environ) ou dans des foyers publics. Le Comité s'inquiète en outre de l'augmentation du travail des enfants dans l'État partie, y compris dans des conditions dangereuses, et de la non-application des sanctions prononcées à l'encontre de ceux qui contreviennent à la réglementation relative au travail des enfants. D'autre part, le Comité constate avec préoccupation l'utilisation accrue d'enfants dans le conflit armé, notamment par l'EIIL et les groupes armés affiliés, mais aussi par des milices soutenues par l'État, et l'insuffisance des garanties juridiques visant à prévenir le recrutement d'enfants (art. 10).

44. Le Comité recommande à l'État partie d'adopter une politique générale de protection de l'enfance, en veillant particulièrement à :

a) Renforcer son programme de protection de remplacement pour les enfants privés de milieu familial, en le dotant des moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la réadaptation et réinsertion sociale de ces enfants ;

b) Traiter plus efficacement le problème du travail des enfants, notamment en augmentant le nombre d'inspections du travail, en identifiant à titre prioritaire les groupes d'enfants qui sont le plus à risque et en leur venant en aide, et en prévoyant des sanctions plus sévères à l'encontre de ceux qui exploitent les enfants ;

c) S'attaquer aux causes profondes de l'implication accrue d'enfants dans le conflit armé, en adoptant des lois et d'autres garanties visant à prévenir le recrutement d'enfants et à traduire en justice quiconque est impliqué dans le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés ;

d) S'acquitter de ses obligations en ce qui concerne la fourniture d'une assistance appropriée aux garçons et aux filles démobilisés pour assurer leur réadaptation physique et psychologique et leur réinsertion sociale.

Pauvreté

45. Le Comité est préoccupé par l'incidence élevée de la pauvreté dans l'État partie, qui touche de manière disproportionnée les enfants, les femmes, les minorités, les déplacés et la population rurale. Le Comité note avec préoccupation que, malgré la croissance économique enregistrée entre 2005 et 2012, les résultats en matière de réduction de la pauvreté n'ont pas été satisfaisants (art. 11).

46. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour réduire la pauvreté dans le pays, notamment en adoptant une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur les droits de l'homme qui réponde aux besoins des personnes et des groupes défavorisés et marginalisés, et en allouant suffisamment de crédits à sa mise en œuvre. À cet égard, il renvoie l'État partie à sa déclaration intitulée « La pauvreté et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de 2001 » (E/C.12/2001/10).

Droit au logement

47. Le Comité est préoccupé par la crise du logement qui touche l'État partie, qui a besoin de 1 million de logements supplémentaires, et l'augmentation du nombre des sans-abri et des établissements informels. Le Comité est également préoccupé par les conditions de logement déplorables des déplacés, qui vivent pour la plupart dans des logements répondant pas aux normes de base ; sans accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité et aux services d'évacuation des déchets (art. 11).

48. Le Comité prend note des informations fournies par la délégation sur les mesures prises pour construire de nouveaux logements, et prie instamment l'État partie de redoubler d'efforts à cet égard. Il lui recommande aussi de fournir dans son prochain rapport périodique des renseignements sur les mesures prises pour lutter plus efficacement contre les phénomènes du sans-abrisme et des expulsions forcées auxquels sont exposées les personnes vivant dans des campements sauvages. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour améliorer les conditions de logement des personnes déplacées dans leur propre pays et de veiller à ce qu'elles aient accès aux services de base. Il recommande en outre à l'État partie de redoubler d'efforts pour parvenir à des solutions de logement à long terme pour

l'ensemble des populations déplacées, ainsi que le prévoient la politique nationale de logement et la stratégie nationale sur les solutions de logement à plus long terme.

Droit à l'alimentation

49. Le Comité est préoccupé par la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans l'État partie (art. 11)

50. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts, y compris dans le cadre du système public de distribution, afin de réaliser le droit à l'alimentation pour tous, notamment pour les personnes et les groupes défavorisés et marginalisés.

Eau et assainissement

51. Le Comité est préoccupé par la crise de l'eau dans l'État partie, qui a un effet disproportionné sur les conditions de vie des Arabes des marais du sud du pays, dont beaucoup ont dû se déplacer après avoir perdu leur bétail. Il constate aussi avec préoccupation que l'incidence de maladies évitables, comme la diarrhée et le choléra, a augmenté à cause du manque d'eau potable et d'équipements d'assainissement (art. 11).

52. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour conclure des accords avec les pays voisins concernant l'utilisation juste et équitable des cours d'eau sur son territoire. Le Comité recommande également à l'État partie d'élaborer une stratégie de prévention des situations de sécheresse fondée sur les droits de l'homme, en tenant compte des orientations de la politique nationale de gestion des situations de sécheresse de 2014, et de prendre des mesures efficaces, autres que l'indemnisation des agriculteurs, pour aider les personnes les plus touchées. En outre, le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures préventives pour combattre l'épidémie de la diarrhée et du choléra et enrayer la propagation de ces maladies, notamment en fournissant des vaccins et des informations sur les procédures d'assainissement de base.

Droit à la santé

53. Le Comité prend note des informations fournies par la délégation concernant l'augmentation, en 2014, de la part du budget de l'État consacrée à la santé, qui est passée de 5 % à 6 %. Toutefois, il constate avec préoccupation que ce budget demeure insuffisant. Le Comité est également préoccupé par l'accès limité aux services de santé de base, en particulier dans les zones accueillant un grand nombre de déplacés, ainsi que par le manque d'établissements de santé, de médecins et d'autres personnels soignants qualifiés, de médicaments et de fournitures médicales (art. 12).

54. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des dispositions pour augmenter progressivement le budget de la santé. Il recommande aussi à l'État partie de faire une priorité du rétablissement des services d'urgence et des services essentiels de santé primaire et secondaire, y compris dans les zones récemment libérées, et de veiller à ce que les populations touchées aient accès aux services des urgences vitales. À cet égard, il renvoie l'État partie à son observation générale n° 14 (2000) sur le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint. Le Comité recommande en outre à l'État partie de continuer à solliciter la coopération technique, notamment de l'Organisation mondiale de la Santé.

Droit à l'éducation

55. Le Comité est préoccupé par la baisse des taux de scolarisation et de fréquentation scolaire et la hausse des taux d'abandon scolaire et d'analphabétisme, en particulier chez les filles. Il est également préoccupé par le nombre limité des établissements scolaires, et le

fait que plusieurs d'entre eux soient dans un piètre état et ne disposent pas des équipements de base. Le Comité se dit en outre préoccupé par le fait que les enfants handicapés et les enfants déplacés se heurtent à des obstacles spécifiques dans l'accès à l'éducation (art. 13 et 14).

56. Le Comité recommande à l'État partie de mettre en œuvre efficacement la stratégie nationale de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour la période 2011-2020. Il lui recommande aussi de prendre toutes les mesures nécessaires pour réintégrer les enfants touchés par le conflit armé dans le système éducatif, notamment en veillant à ce qu'ils puissent suivre des programmes informels d'enseignement et en s'attachant avant tout à remettre en état les bâtiments et les installations scolaires. Le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre des mesures spécifiques afin que les enfants déplacés et les enfants handicapés jouissent d'un accès égal à l'éducation.

Patrimoine culturel

57. Le Comité félicite l'État partie des mesures prises pour remédier à la destruction du patrimoine culturel et au pillage d'objets d'importance pour le patrimoine culturel. Il demeure toutefois préoccupé par le fait que de tels actes continuent d'être perpétrés à grande échelle par l'EIL et des groupes armés affiliés. D'autre part, le Comité se dit préoccupé par le fait que les manuels scolaires ne reflètent pas la riche composition de la société iraquienne de manière inclusive et équilibrée (art. 15).

58. Le Comité recommande à l'État partie de renforcer encore les mesures prises, notamment en sollicitant une coopération technique et une assistance internationale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organisations, en vue de mettre un terme à la destruction et au pillage de sites et d'objets d'importance pour le patrimoine culturel, et de prendre les mesures qui s'imposent pour traduire les auteurs de tels actes en justice. Il demande également à l'État partie de revoir ses programmes scolaires, de manière que la culture et le patrimoine de toutes les minorités irakiennes y soient représentés.

E. Autres recommandations

59. Le Comité encourage l'État partie à envisager de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

60. Le Comité recommande à l'État partie de promouvoir la collecte de données, ainsi que la production et l'utilisation de statistiques en vue de l'établissement d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme, notamment aux droits économiques, sociaux et culturels. À cet égard, il renvoie l'État partie au cadre théorique et méthodologique concernant les indicateurs des droits de l'homme élaboré par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (voir HRI/MC/2008/3). Le Comité demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique des données statistiques annuelles comparatives concernant l'exercice de chacun des droits consacrés par le Pacte, ventilées par âge, sexe, origine ethnique, population urbaine et rurale et autres critères pertinents.

61. Le Comité invite l'État partie à poursuivre et renforcer sa collaboration sur les questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les institutions spécialisées et les programmes des Nations Unies portant sur ces questions.

62. Le Comité prie l'État partie de diffuser largement les présentes observations finales à tous les niveaux de la société, en particulier auprès des parlementaires, des agents de l'État et des autorités judiciaires, et de l'informer, dans son prochain rapport périodique, des mesures qu'il aura prises pour y donner suite. Il invite aussi l'État partie à associer les organisations non gouvernementales et d'autres membres de la société civile au processus de consultation au niveau national, avant la soumission de son prochain rapport périodique.

63. Le Comité prie l'État partie de lui soumettre, d'ici au 31 octobre 2020, son cinquième rapport périodique conformément aux directives que le Comité a adoptées en 2008 (E/C.12/2008/2). Il invite aussi l'État partie à soumettre son document de base commun conformément aux directives harmonisées concernant l'établissement de rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (HRI/GEN/2/Rev.6, chap. I).
